

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

**M. Malone:** Monsieur le Président, le député a précisé d'abord qu'il s'agissait d'un principe. Je vais lui répondre dans la même veine, car il faudra distinguer entre ce que je vais dire et tout cas particulier qu'il pourrait soulever. Sur la foi uniquement du principe, je dirais oui. Nous devons supprimer les subventions qui, par leur nature même, sont des facteurs d'inefficacité. S'il entend sortir cette déclaration de son contexte pour l'utiliser contre moi lors de prochaines élections, libre à lui d'enfreindre ses propres principes.

J'irai plus loin en disant qu'étant donné que certaines régions du Canada sont plus défavorisées que d'autres, du niveau municipal jusqu'au niveau fédéral il existe des systèmes fondés sur d'autres critères que la rentabilité. Cela, parce que nous nous soucions du bien-être des gens. Ainsi, il existe des lignes de chemin de fer qui ne sont pas rentables. Il y a aussi des exploitations minières qui ne couvrent pas leurs frais. Toutefois, d'un point de vue strictement économique, il ne faut pas accorder de subventions aux entreprises mais les laisser se débrouiller seules.

**M. le vice-président:** A l'ordre. La période réservée aux questions et aux observations est écoulée.

**M. Louis R. Desmarais (Dollard):** Monsieur le Président, je tiens à dire une chose au sujet du projet de loi C-21, tendant à accorder au gouvernement un nouveau pouvoir d'emprunt, et c'est que le débat entourant ce sujet peut se résumer à une seule question, à savoir: la solution adoptée par le gouvernement pour favoriser la relance économique est-elle la bonne? En d'autres mots, d'un point de vue général, les dépenses gouvernementales prévues dans le dernier budget stimuleront-elles la reprise? A mon avis, cela ne fait aucun doute.

Ce problème peut être vu de différentes façons. Il est beaucoup trop facile d'isoler certains crédits et de dire qu'ils sont insuffisants ou inopportuns. Il est bien trop aisé de faire fi des conséquences au moyen ou long terme des dispositions d'un budget donné, surtout du budget que nous examinons aujourd'hui.

Évidemment, nous souhaitons tout autant que nos collègues de l'opposition réduire le déficit. Nous voudrions l'éponger dans les plus brefs délais. Il y a évidemment plus d'une solution possible. L'une serait de sabrer dans les dépenses et dans les divers programmes, dans l'espoir d'en arriver un jour à équilibrer les débours de l'État par rapport à ses recettes. Mais nous ne croyons pas cette solution efficace. D'après nous, le seul moyen d'équilibrer le budget est d'accroître la productivité nationale de façon à couvrir nos dépenses au moyen de nos recettes. Par ailleurs, si nous augmentons notre productivité, nous améliorons du coup notre position concurrentielle à l'échelle internationale. Nous nous retrouverions dans de beaux draps en effet, si nous ne réussissions pas à vendre nos produits à l'étranger.

Le principal objectif du budget est d'accroître la productivité de la nation canadienne, et ce par diverses mesures. Tout d'abord, nous comptons simplifier le régime fiscal. Il est notoire que ce régime est devenu tellement compliqué que même nos grands spécialistes en la matière osent à peine se prononcer à son sujet. Ensuite, nous tâcherons de consolider la

confiance des Canadiens, et notamment celle du secteur privé et des investisseurs que nous essaierons d'attirer au Canada. En même temps, nous nous proposons de ranimer la confiance des travailleurs canadiens. A cet égard, nous améliorerons les régimes de pension.

A mon arrivée ici, il y a cinq ans de cela, j'espérais entre autres choses trouver le moyen d'améliorer à long terme le sort des Canadiens. Je savais pertinemment que nous nous étions mis à compter dans une trop grande mesure sur l'État, et que cette situation ne pourrait pas durer indéfiniment.

Je suis très heureux d'avoir été le vice-président du groupe de travail chargé d'étudier la réforme des pensions et je suis bien reconnaissant au gouvernement d'avoir acquiescé à nos recommandations qui aideront les Canadiens à se prendre en main. Ces recommandations contiennent les moyens et les mécanismes qui permettront aux Canadiens d'anticiper les problèmes qu'ils auront dans leurs vieux jours. Au cours des 10 ou 20 prochaines années, je pense que les éléments du budget concernant la réforme des pensions seront extrêmement avantageux pour le pays.

En encourageant nos jeunes, comme le fait le budget, je pense que nous améliorons en même temps la productivité. En augmentant la sécurité des propriétaires, grâce à un régime d'assurance qui garantira les taux hypothécaires, nous augmentons aussi la confiance et la productivité.

• (1610)

Certains des changements concernant la taxe de vente amélioreront le climat pour la petite entreprise. Nous proposons une aide fiscale pour les régimes de participation des employés aux bénéficiaires, ce qui est une autre façon d'améliorer la productivité. Nous proposons aussi une aide fiscale pour les options d'achat d'actions des employés, encore un autre moyen d'améliorer la productivité.

En bref, le fait que le débat en soit à ce stade prouve que les députés d'en face, à mon avis, n'ont pas lu le budget ou, s'ils l'ont lu, ne l'ont pas compris. Étant donné que nous basons notre pouvoir d'emprunt sur le budget, ce qui est raisonnable et vise le même but que celui qu'ont proposé les députés d'en face, je pense que c'est une perte de temps que de discuter des montants qu'il contient, car ceux-ci n'ont rien à voir avec ce qui sera dépensé. Cela sera contenu dans les prévisions budgétaires. J'ai terminé, monsieur le Président.

**M. Malone:** Monsieur le Président, je n'ai qu'une seule question à poser au député de Dollard (M. Desmarais). J'ai remarqué qu'il avait fait allusion, je suppose, à lui-même et à son parti. Voilà ce qu'il a dit en substance: «tout comme n'importe qui dans l'opposition, nous voulons voir le déficit diminuer».

Étant donné cette déclaration, comment se fait-il que chaque année financière l'emprunt ait augmenté, sauf en 1979 lorsque les conservateurs étaient au pouvoir? Comment se fait-il que chaque année ce montant augmente si, comme voudraient nous le faire croire les députés d'en face, tout le monde veut voir la dette diminuer?